

## SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

### ◆ Les USA

voire micro-organismes, présents sur son territoire.

Les scientifiques ont recensé 1,4 million d'espèces vivantes sur la planète. Ils évaluent entre 5 et 80 millions le nombre total des organismes vivants sur terre et dans l'eau. Leur rythme de disparition s'est accéléré depuis quelques années au point que plusieurs pensent que le quart des espèces vivantes est menacé par la pollution et la destruction des habitats naturels. Ce capital génétique est utilisé quotidiennement en agriculture et en médecine.

La décision des États-Unis de ne pas signer le traité sur la biodiversité a monopolisé l'attention de tous les États-majors politiques hier à Rio. La surprise fut d'autant plus totale que les Américains avaient confirmé récemment à Nairobi leur intention de le signer alors que plus de 100 pays travaillaient à mettre au point le texte qui sera soumis à l'assemblée de Rio.

Le président américain, qui s'est fait élire sous l'étiquette de « président de l'environnement », maintenait que son pays se présentera toujours à Rio « fièrement comme le leader » environnemental de la planète.

Pour faire oublier son autre pas en arrière, M. Bush a annoncé qu'il doublera l'aide américaine aux pays en voie de développement intéressés à sauver leurs forêts. Il fera ainsi passer l'aide américaine de 1,35 à 2,7 milliards \$ par an. Les Américains vont aussi accroître leur assistance bilatérale de 150 millions \$, pour la hausser à 368 millions \$. Enfin, le président américain a annoncé un « plan de coopération » visant à accélérer la lutte à l'effet de serre par des plans d'action nationaux. Il crée

un Corps de coopération technique chargé de transférer les technologies propres vers le tiers monde et il a offert à tous les pays les données informatisées américaines sur l'effet de serre.

Le Canada n'entretient pas les craintes des États-Unis qui craignent que le traité sur la biodiversité ne jette par terre leur système de brevets, a expliqué hier, de Rio, le ministre fédéral de l'Environnement, M. Jean Charest. Ce projet de traité, a-t-il expliqué, contient une disposition visant à assurer une partie des bénéfices économiques des inventions de la biotechnologie, de la médecine ou de l'agriculture aux pays dont les ressources biologiques auront été mises à profit.

« C'est une contre-partie normale qu'il faut regarder de près et, de toute façon, a commenté M. Charest, le traité ne définit pas les montants qu'il faut payer. On projette de définir ces mesures plus tard, ce qui donne du temps pour élaborer des formules pragmatiques. Il faut assurer aux pays en voie de développement des incitatifs économiques pour qu'ils protègent leur capital génétique contre les formes de destructions en cours. »

Le plan de « suivi » du Sommet de la Terre, annoncé à Ottawa, prévoit que chaque pays adoptera un plan d'action — une sorte de Plan vert — pour rendre concret chez lui le concept de développement durable, inventé par la commission Brundtland en 1987.

En plus de battre le rappel pour que les autres pays, notamment les cinq membres du G-7 signent le traité sur la biodiversité, le Canada annonce qu'il ratifiera en 1993 le traité sur le contrôle de l'effet de serre. Une « ratification » n'intervient que lorsqu'un pays a adopté des mesures concrètes pour se conformer à l'entente initiale.

À Rio, M. Charest confirmait que le Canada entend toujours ramener ses émissions de gaz carbonique en l'an 2000 au niveau de 1990.

Enfin, à Ottawa, M. Mulroney annonçait que le Canada allait augmenter son aide aux pays en voie de dé-

veloppement mais sans dire dans quelle mesure. Il ajoutait que le Canada parrainerait l'inclusion des questions environnementales dans les prochains pourparlers du GATT, qui doivent suivre l'actuel Uruguay Round. Le premier ministre se disait aussi favorable à la création d'une Commission de l'ONU sur le développement durable afin d'accélérer l'application des traités de Rio.

M. Charest a d'autre part confirmé que la délégation canadienne compte actuellement près de 200 personnes, soit 67 délégués officiels.

Le fait qu'il ne s'y trouve pas un seul Québécois dans le groupe des ONG a fort déplu aux représentants du Québec qui se préparent à participer aux deux conférences des ONG, soit le Forum Global, qui commence ce matin, ou le Forum international des ONG. Selon M. Henri Jacob, du Regroupement écologique de Val d'Or et des environs, les Québécois présents à Rio ont commencé à se regrouper en vue d'avoir des contacts quotidiens. Jusque-là, a-t-il dit, chacun a négocié séparément sa participation et le groupe n'a aucune politique ou objectif commun.

Aux 67 délégués officiels du Canada s'ajoutent 93 personnes qui leur fournissent des services techniques. L'ampleur de ce groupe s'explique par le fait que le Canada n'a aucun consulat à Rio, a expliqué M. Charest. Le Canada finance aussi les dépenses de plusieurs ONG présentes dans les autres conférences qui vont débiter aujourd'hui.

La décision du président américain de ne pas signer le traité sur la biodiversité et son plan alternatif ont été attaqués immédiatement par le sénateur démocrate Albert Gore, responsable de la délégation du Sénat des États-Unis, qui a qualifié le plan Bush d'« écran de fumée ».

La Communauté économique européenne a aussi critiqué la décision des États-Unis sur porte-parole, le Néerlandais Laurens Brinkhorst. Selon ce dernier, la position américaine va diviser le bloc occidental au moment où il devrait afficher une grande unité pour convaincre les pays en voie de développement qu'il est capable de « mettre de l'ordre dans sa propre maison ».

L'Inde a aussi dénoncé la décision américaine de boycotter le traité sur la biodiversité mais, du même souffle, ce pays a refusé de s'engager dans un projet d'entente sur la protection des forêts, défendu par Washington, le Canada et plusieurs autres pays occidentaux qui voudraient bien que le tiers monde mette fin au sacage des forêts tropicales. Ces forêts abritent l'essentiel des espèces de la planète et agissent comme « évier » pour le gaz carbonique, ce qui l'empêche d'intensifier l'effet de serre.

Quant à la France, elle amorçait hier un recul en faisant savoir qu'elle s'opposerait à l'implantation au sein de la CEE d'une taxe sur le CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire une taxe pénalisant fortement l'utilisation des hydrocarbures. Ce projet de taxe vise à forcer les pays d'Europe à regarder plus rapidement vers les énergies de remplacement que sont le vent et le soleil.

### ◆ Les retards

provinces poursuivront leurs consultations.

Le Québec, pour sa part, reste disponible, fait-on savoir. Il ne serait « pas anormal » que les premiers ministres des autres provinces veuillent consulter le Québec, dit-on au cabinet du premier ministre. Mais le Québec ne prendra pas d'initiative pour faire valoir son point de vue. « Les positions du Québec sont connues », dit-on, M. Bourassa ayant déjà rencontré récemment tous ses homologues ainsi que les leaders américains.

Une rencontre entre M. Rémillard et le ministre fédéral des Affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, n'est pas exclue d'ici la reprise des négociations. Mais aucune date n'a été retenue. Le 11 juin, les deux hommes participent toutefois le même jour au congrès du Barreau du Québec.

Le report de l'échéance fédérale, initialement fixée à la mi-avril puis repoussée pour la troisième fois, n'est « pas encore devenu un sujet de préoccupation majeure » au Parti libéral, affirme son directeur général, M. Pierre Anctil. En terme de « gestion du processus », ça ne nous pose pas un problème », dit-il.

Pour ce qui est du contenu, ajoute M. Anctil, « c'est une autre histoire », refusant toutefois d'émettre un avis sur l'évolution des discussions, jugeant ne posséder que des informations parcellaires sur les consensus intervenus à la table multilatérale. La semaine dernière, le président des Jeunes libéraux, M. Mario Dumont, et l'auteur du programme constitutionnel du parti, Me Jean Allaire, ont émis l'opinion que le résultat des négociations était jusqu'à présent insatisfaisant pour le Québec.

En revanche, le programme du Parti libéral de Robert Bourassa de proposer, conformément au rapport Allaire, « l'accès du Québec au statut d'État souverain », avec offre au Canada anglais d'une « union économi-

que » a encore du chemin à faire dans l'esprit des députés libéraux.

« On n'est pas pour retourner à une notion d'État réformé, replié, alors que partout à travers le monde, on ouvre les frontières », affirmait la semaine dernière le député libéral de L'Acadie, Yvan Bordeleau.

Ce dernier citait abondamment un article du *Financial Post* de Toronto où on affirme qu'un Québec souverain « serait un mini-État très provincial et isolé ».

Un autre libéral, Jacques Chagnon, député de Saint-Louis (centre-ville de Montréal) a soutenu qu'un éventuel Québec souverain devrait négocier avec le reste du Canada une union douanière et monétaire et le partage d'un passeport canadien. « C'est une illusion, c'est de la pensée magique », a dit M. Chagnon.

Le député de Saint-Louis a soutenu que la citoyenneté canadienne était reconnue à travers le monde entier, et qu'elle possédait une qualité admise par « l'Homme avec un grand H ».

M. Chagnon a dénoncé « les corbeaux de l'indépendance » qui ont défilé le 24 mai dernier dans les rues de Montréal lors d'une manifestation souverainiste. Il a invité les Québécois à appuyer « l'aventure canadienne, qui est encore la seule voie qui semble satisfaisante pour la population ».

Pour Cosmo Maciocia, député de Viger et adjoint parlementaire du ministre Gil Rémillard, la souveraineté est « le goût de l'isolement, le refus de la cohabitation, le dogmatisme et l'exclusion ».

M. Maciocia est le porte-parole gouvernemental à la commission parlementaire de l'Assemblée nationale chargée d'étudier les implications de la souveraineté et à celle mandatée pour scruter les offres constitutionnelles fédérales.

Il a expliqué vendredi dernier : « Peu importe ce qui arrivera à la table constitutionnelle, nous sommes et nous continuerons d'être les voisins de l'Ontario et des Maritimes. Il nous faudra toujours viser une entente et une harmonie. Ne comptez pas sur nous pour lancer la serviette et abandonner la partie : laissons le Canada terminer sa négociation et ne présumons pas du résultat. »

Quant au ministre Gil Rémillard, responsable du dossier constitutionnel au gouvernement du Québec, il a reconnu que « la souveraineté du Québec a toujours été une option légitime ».

Mais M. Rémillard n'est pas encore un partisan de cette option qui est supposée être l'alternative du Parti libéral en cas d'échec des présentes négociations constitutionnelles. Le Québec est « fier de son appartenance à un grand pays qu'est le Canada », a dit M. Rémillard en prétendant néanmoins que « le gouvernement (du Québec) n'est commis sur aucun des aspects des négociations constitutionnelles ».

### ◆ Ottawa

Jean-Pierre Blackburn ont l'intention d'ici demain de faire adopter encore d'autres amendements au projet, susceptibles de plafonner de façon réelle et éthane les dépenses et d'inscrire dans la loi la nécessité de rallier une majorité de voix dans toutes les régions du pays, y compris le Québec, pour que les résultats d'une consultation pancanadienne sur la Constitution soient considérés comme concluants.

De son côté à la Chambre des communes, le Bloc québécois s'est insurgé contre cette adoption accélérée du projet de loi C-81, le député de Richelieu Louis Plamondon allant jusqu'à comparer à des « collaborateurs des nazis » les députés du Québec qui ne s'y sont pas opposés. Entre-temps, les deux copilotes fédéraux des négociations multilatérales sur la Constitution ont donné chacun leur interprétation de l'exercice des deux derniers mois.

Selon le ministre Benoît Bouchard, jusqu'à présent, le reste du Canada envoie « le mauvais signal » au Québec, en manifestant ce qui semble être une plus grande ouverture aux autochtones qu'aux revendications québécoises. « Tout ce que je leur demande, c'est qu'ils fassent preuve de la même générosité à l'égard du Québec », soutient le lieutenant québécois de Brian Mulroney selon qui le feu vert à un veto constitutionnel ferait presque automatiquement pencher la balance en faveur d'un éventuel accord auprès de la population québécoise. « Donnez-nous le veto et je vous vends tout ça en un mois », a-t-il affirmé hier.

De son côté, le ministre aux Affaires constitutionnelles Joe Clark a convenu que le règlement du dossier autochtone était susceptible de lui donner du fil à retordre auprès de l'opinion publique. « Cela va inquiéter plusieurs personnes », reconnaît-il.

Mais le ministre, qui venait d'informer son caucus du résultat de ses efforts, dit qu'il ne s'est pas heurté à de la résistance au sein même des troupes du gouvernement. « Je ne peux pas me souvenir de la dernière fois où j'ai obtenu un appui aussi unanime de conservateurs », blague-t-il.

De son côté, le premier ministre Brian Mulroney a indiqué qu'il croyait que beaucoup de « dur travail » avait été investi dans les pourparlers des derniers mois mais sans s'engager davantage.

### ◆ Des airs

Non loin de là, l'artiste anglais Peter Avery surveillait dimanche le montage de l'Arbre de la Vie, un monument-symbole de six mètres de haut.

45 autres auditoires fonctionneront dans la ville, en dehors du Parc du Flamengo, pour abriter les innombrables conférences et débats du Forum Global, telle que la rencontre de parlementaires et de leaders spirituels, dont le Dalaï Lama, leader spirituel du Tibet vivant en exil en Inde.

Le calendrier des conférences, des shows, des manifestations et expositions diverses du Forum Global remplit un catalogue de près de 200 pa-

# Pittsburgh s'offre la coupe Stanley en quatre matchs

Malgré l'opiniâtre combat livré en extemis par les Blackhawks de Chicago sur leur glace, hier soir, les Penguins de Pittsburgh ont mis un terme à la série finale de la Ligue Nationale de Hockey en remportant la coupe Stanley par un compte de 6 à 5.

Le perspicace et rusé instructeur des Penguins, Scotty Bowman, ex-instructeur des Canadiens de Montréal, a donc réussi à s'offrir le prestigieux trophée en quatre matchs, ce qui a permis aux Penguins d'établir le singulier record de onze victoires consécutives en série.

Victoire éblouissante dont un des principaux artisans a été le grand Mario Lemieux malgré des arrêts presque impossibles du gardien des Hawks, Domonic Hasek.

Des buts de Ron Francis et de Larry Murphy au dernier tiers ont assuré la victoire aux Penguins. Le second but du match de Jeremy Roenick à 11:18 a redonné espoir aux chauds partisans des Hawks, mais ces derniers n'ont pu revenir de l'arrière comme ils l'avaient fait tout au long du match.

Jaromir Jagr, Kevin Stevens, Mario Lemieux et Rick Tocchet ont aussi marqué pour Pittsburgh. Dirk Graham, avec trois buts, a été la grande vedette des Hawks en attaque.

Mario Lemieux a reçu le trophée Connie Smythe, devenant ainsi le quatrième joueur à mériter l'honneur à deux reprises après Bobby Orr, Bernard Parent et Wayne Gretzky. Lemieux a terminé en tête des pointeurs avec une fiche de 16-18-34. Il a réussi cinq buts gagnants.

Les deux équipes étaient à égalité 4-4 après deux périodes de jeu, hier soir au Chicago Stadium. En première période, le jeu a été tellement endiablé que les spectateurs sont demeurés sur le bout de leur siège tout au long de l'engagement. Six buts ont été marqués dont trois en l'espace de 30 secondes seulement, un blitz qui a obligé Mike Keenan à remplacer son gardien Ed Belfour par Dominic Hasek.

ges. Outre un large éventail de sujets écologiques, y figurent des thèmes quelque peu insolites tel que celui de la société brésilienne « Amigos do Peito » (Amis du Sein) qui soutient qu'« un homme peut allaiter un bébé ».

Parmi les autres thèmes annoncés : première rencontre de l'Homme pour le Troisième Millénaire, les femmes zambiennes et l'énergie : des fournitures efficaces, la pollution des villes et les maladies mentales.

Des écologistes étrangers qui visitaient dimanche le Forum Global ont été surpris par la présence aux abords du Parc de militaires en tenue de combat et armés de fusils automatiques.

Un énorme dispositif de sécurité a déjà été mis en place à Rio de Janeiro pour assurer la protection des participants au Sommet de la Terre, la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui recevra plus de 100 chefs d'État et de gouvernement au Rio Centro, à 25 km du centre-ville. 35 000 soldats ont été déployés dans les endroits « stratégiques » de la ville avec la présence de chars à l'entrée des tunnels qui traversent les collines sur lesquelles se trouvent la plupart des « favelas » (bidonvilles).

Selon le journal populaire *O Dia*, les trafiquants de drogue qui se disputent le contrôle des favelas, ont stocké de grandes quantités de marijuana et de cocaïne espérant « tripler leurs bénéfices » pendant le Sommet.

Ils auraient aussi amplifié leur gamme de stupéfiants et transformeraient un kilo de cocaïne pure en 20 kilos de *mahadiao ecologico* (« mixture écologique ») dont la composition inclurait un produit chimique pour tuer les cafards.

À en croire le journal, un thé « funk », une infusion à base de marijuana, d'herbe et d'épluchures de cacahuètes serait la dernière boisson en vogue dans les bars des favelas, au prix de sept dollars la tasse.

Les prostituées espèrent également profiter du Sommet de la Terre. Samedi soir, Copacabana regorgeait déjà de « filles » et de « travestis ».

### ◆ Le directeur

Par ailleurs, il était inévitable que le cas de l'agriculture canadienne avec ses quatre piliers soit soulevé devant M. Dunkel. Or, celui-ci n'a pas attendu qu'on lui en parle. Il y a lui-même fait allusion dans son discours, en soutenant que les mesures d'appui domestiques avaient, tout comme les subventions à l'exportation, des effets de distorsion sur le marché mondial. « Le marché local fait partie du marché mondial, a-t-il dit. Les politiques conçues pour la production domestique correspondent à la demande interne et en isolant le marché intérieur du monde extérieur on va contre les principes du commerce international. Si l'on appliquait cela à tous les secteurs de l'économie, cela voudrait dire qu'on devrait fermer le GATT. »

À cause des intérêts de l'agriculture canadienne qui sont très différents dans l'Ouest pour l'exportation des céréales et dans l'Est pour le contingentement et la stabilité de la production, le gouvernement canadien s'est souvent vanté d'avoir mis au point une politique qui pouvait de-

Jagr a ouvert la marque à 1:37 quand son tir a déjoué Belfour côté du bâton. Troy Loney avait intercepté un mauvais dégagement de Belfour le long de la rampe.

Graham a finalement marqué pour les Hawks qui avaient été blanchés pendant 95 minutes et 57 secondes. Le capitaine du Chicago a saisi son propre retour pour déjouer Tom Barraso à 6:21.

La joie des partisans des Hawks a été de courte durée puisque Stevens a répliqué 12 secondes plus tard en glissant le disque d'une seule main entre les jambières de Belfour. Keenan a alors réagi en envoyant Hasek dans la mêlée.

Graham est revenu à la charge en créant à nouveau l'égalité à 6:51 à la suite d'une passe de Chris Chelios. Ces trois buts inscrits en 30 secondes amélioreraient d'une seconde le record des trois buts les plus rapides en finale établi par les Oilers d'Edmonton et les Flyers de Philadelphie en 1985.

Une pénalité stupide imposée à Chelios pour avoir frappé Larry Murphy par derrière a permis à Lemieux de donner les devants 3-2 aux Penguins à 10:13. Bien posté à la gauche de Hasek, le '66' a saisi un retour de Murphy.

Mais les Hawks ont pu encore une fois compter sur Graham, qui a complété son tour du chapeau à 16:18 en dirigeant une passe de Brian Noonan derrière Barraso. Le public survolté a alors inondé la patinoire de casquettes afin de souligner l'exploit. Il marquait trois buts en une période, Graham rejoignant ainsi au palmarès Harvey Jackson, Ted Lindsay, Maurice Richard et Wayne Gretzky. Le trio de Stevens-Lemieux-Tocchet a été sur la glace pour les trois buts de Graham.

En deuxième, les deux clubs se sont échangé un but chacun.

Tocchet a marqué à 0:58 après avoir été abandonné devant le filet de Hasek, puis Roenick a permis aux Hawks de revenir dans le match pour une quatrième fois en comptant à 15:40.

## 2 juin

par la PC et l'AP

1989: Sosuke Uno devient premier ministre du Japon.

1984: l'armée indienne prend le contrôle du Pendjab à la veille d'une campagne massive de désobéissance de la part d'activistes Sikhs.

1983: un incendie à bord d'un avion d'Air Canada force ce dernier à atterrir en catastrophe à l'aéroport de Cincinnati; 23 personnes perdent la vie; les Soviétiques annoncent le lancement, à partir d'un satellite en orbite autour de la Terre, d'une sonde en direction de Vénus.

1979: le pape Jean-Paul II reçoit un accueil triomphal de la part de ses compatriotes polonais, au cours du premier voyage d'un Souverain Pontife dans un pays communiste.

1977: le traversier William Carson coule au large de Terre-Neuve, mais les 128 passagers et membres d'équipage sont secourus.

1974: couronnement de Jig Singh Wangchuk, roi du Bhoutan, qui devient, à 18 ans, le plus jeune des souverains dans le monde.

1969: le porte-avions australien «Melbourne» coupe en deux le destroyer américain «Frank E. Evans» en mer de Chine; l'accident fait 74 morts.

1966: la sonde américaine Surveyor 1 atterrit sur la Lune et transmet les premières photos de la surface du sol — La Malaisie et l'Indonésie mettent fin à cinq ans d'hostilités.

## RIO EN BREF

### Arrangé d'avance

LE MINISTRE italien de l'Environnement, M. Giorgio Ruffolo, soutient pleinement la décision de M. Carlo Ripa di Meana, commissaire européen chargé de l'Environnement, de ne pas se rendre à Rio de Janeiro pour le Sommet de la Terre. « Le commissaire européen ne vient pas à Rio pour d'excellentes raisons qui méritent toute notre solidarité », a déclaré M. Ruffolo. M. Ripa di Meana déplore que tout ait été « arrangé préalablement » à Rio et il est déçu que la CEE n'ait su présenter une position commune, notamment sur la question de la taxe sur les émissions de dioxydes de carbone.

### Scientifiques inquiets

DANS UN APPEL aux chefs d'État et de gouvernement attendus au Sommet de la Terre, 264 scientifiques et intellectuels de 29 pays, dont 52 Prix Nobel, s'inquiètent de la défense aveugle de l'environnement. « Nous nous inquiétons d'assister, à l'aube du XXIe siècle, à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel », affirment-ils dans l'Appel de Heidelberg en faveur d'une « écologie scientifique ». Ses auteurs, qui disent avoir été écartés de la préparation du sommet, voient dans l'écologie l'instrument d'un nouveau totalitarisme.

### Major refroidit les esprits

LE PREMIER ministre britannique John Major estime que l'on attend trop du Sommet de la Terre. « On attend beaucoup plus du sommet que ce qui peut être réalistement accompli. » Ce qui ne l'empêche pas d'espérer que des progrès soient réalisés. Le ministre britannique de l'Environnement a fait savoir de son côté que Londres n'avait encore pris aucune décision concernant la signature de la convention sur la protection des espèces animales et végétales. Les États-Unis ne signeront pas la convention en raison d'un désaccord sur le mode de financement.

### Les maires veulent s'en mêler

LES MAIRES et représentants de 45 grandes villes du monde ont insisté hier à Rio sur l'importance pour les gouvernements municipaux d'agir en partenariat avec les autres paliers gouvernementaux dans la gestion des problèmes environnementaux. M. Pierre Mauroy, maire de Lille, en France, a déclaré : « Quand le temps est compté pour la planète, il n'y a plus de nord ni de sud, il n'y a qu'une Terre et c'est la nôtre. » Les maires vont proposer à Rio la création d'un fonds onusien pour soutenir directement des projets innovateurs, liés à l'environnement urbain.

### Les Arabes sont sceptiques

LES PAYS arabes producteurs de pétrole craignent que les participants au Sommet de la Terre les tiennent responsables de l'effet de serre et leur demandent de financer la lutte anti-pollution. « Ils redoutent que le sommet se concentre sur le pétrole en tant que cause de pollution, de réchauffement de l'atmosphère et de destruction de la couche d'ozone », a déclaré en Jordanie M. Taissir Abdou Djaber, secrétaire général de la CDESAO, Commission pour le développement économique et social de l'Asie de l'Ouest.

### Alerte à la tronçonneuse

SELON l'ONU, plus de la moitié des forêts du monde se trouvent dans les régions tropicales, mais moins de 5 % sont protégées. Le reste est voué aux tronçonneuses : elles sont abattues au rythme de 16,8 millions hectares par an, soit 32 hectares à la minute, ce qui équivaut à environ 41 terrains de football. Il pourrait ne plus rester qu'un cinquième de ces forêts en l'an 2030.

## LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 844-3361

Administration..... (514) 844-3361

Rédaction..... (514) 842-9628

Annonces classées..... (514) 286-1200

Publicité..... (514) 842-9645  
numéro sans frais..... 1-800-363-0305

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

### Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

Montréal ..... (514) 844-5738  
Extérieur (sans frais) ..... 1-800-463-7559

Service à la clientèle  
LE DEVOIR  
211, St-Sacrement,  
Montréal QC H2Y 1X1

## CARTES D'AFFAIRES



AGENTS DE BREVETS ET MARQUES  
PROTECTION DES DROITS  
DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

55 St-Jacques, Montréal, Québec H2Y 3K2  
Fax (514) 845-7874 Tél.: (514) 98 R-D-B-1-C

La maîtrise des inventions